



Rhadames Mejia, *Flecha de inovaciones magicas*  
 (« Flèche d'innovations magiques »).

Comme les pays comparables de la région, la République Dominicaine affronte les défis du développement. Les fléaux à éradiquer – pauvreté d'une large fraction de la population, systèmes d'éducation et de santé défailants, répartition inégale des richesses, pratiques de corruption favorisées par le narcotrafic – sont identifiés et fermement combattus par le gouvernement. Et les premiers résultats sont là, rendus possibles par le renforcement des institutions démocratiques et par une croissance économique soutenue depuis plusieurs années (5 % en 2011). Le choix des autorités est de ne pas miser exclusivement sur le tourisme de masse et de mettre l'accent sur les activités d'avenir, comme les biotechnologies.

Cette orientation implique un effort particulier pour améliorer la formation à tous les niveaux et sur tout le territoire national, de manière à doter le pays d'une masse critique de « matière grise ». Et également, chacun en est conscient, une mobilisation politique en faveur de la cohésion sociale.

## Chapitre 5

### Préparer un avenir meilleur



## *Biodiversité : un lieu privilégié de la planète*

Par Rafael Emilio Yunen, géographe,  
directeur général du Centre culturel  
Leon Jimenez, Santiago de los Caballeros.

**E**n raison de son caractère insulaire subtropical, la République Dominicaine concentre davantage de biodiversité par unité de superficie que les autres territoires situés dans des zones continentales. L'histoire géologique de l'île explique la formation de zones géomorphologiques qui se distinguent par des reliefs montagneux abrupts et accidentés, ainsi que par l'existence de larges vallées et plaines côtières. Les changements climatiques proviennent dans une large mesure de la présence des montagnes les plus hautes de toute la Caraïbe qui provoquent de grandes variations de la quantité d'humidité des zones forestières et des vastes territoires traversés par des rivières et des ruisseaux.

Toutes ces violentes modifications du paysage insulaire expliquent la richesse hydrologique, agroécologique et minière de l'île : du marbre à l'ambre ; de l'ébène des hauteurs à l'aloès des vallées ; des rivières les plus longues des Antilles aux zones humides et aux mangroves des côtes. Tout concourt à la formation de paysages contrastés qui changent soudainement d'apparence à quelques kilomètres de distance.

Selon Eleuterio Martinez, les principaux éléments de l'héritage naturel dominicains sont les suivants :

- a) grands systèmes de montagnes, trois vallées synclinales et cinq vastes plaines côtières ;
- b) le sommet le plus élevé des Antilles : le pic Duarte (3 175 mètres) ;
- c) plus importante dépression du continent américain : la fosse d'Enriquillo dont certaines parties se trouvent à 40 mètres au-dessous du niveau de la mer ;
- d) une des quatre plus grandes régions karstiques du monde : Los Haitises ;
- e) les lagunes et lacs les plus étendus et les plus nombreux de la Caraïbe insulaire ;
- f) les meilleures terres agricoles de la zone des Antilles ;
- g) les rivières les plus nombreuses, les plus longues, du plus fort débit et du plus important dénivelé de l'ensemble des îles ;
- h) le passage périodique de cyclones et ouragans aux conséquences parfois catastrophiques ;
- i) le haut potentiel sismique dû à l'existence de grandes failles géologiques dans une île située entre des fosses sous-marines et des plaques tectoniques ;
- j) la formation de forêts pluviales avec, chaque année, 8 à 10 mois de précipitations variant entre 2 500 et 4 000 mm ;
- k) la formation de zones désertiques où l'on a enregistré jusqu'à deux années sans pluie et où les précipitations annuelles moyennes sont inférieures à 400 mm ;
- l) la formation de vallées alpines ou de cordillères atteignant 3 000 m avec des températures pouvant descendre jusqu'à - 8 degrés.

Des premiers habitants de l'île aux différents groupes qui la composent aujourd'hui, la République Dominicaine a toujours trouvé les différentes manières d'exprimer sa créativité au fur et à mesure que se déroulait le processus complexe de construction de son identité sociale. Son appartenance à l'écorégion de la Caraïbe en fait un lieu privilégié de la planète avec ses diversités géographiques, ethniques, linguistiques et politiques. ✱

## Parier sur les biotechnologies

Par Diogenes Aybar, vice-ministre de l'enseignement supérieur, chargé de la science et de la technologie.

**A**u cours des deux dernières décennies, on a assisté en République Dominicaine à un phénomène largement passé inaperçu : le retour au pays d'un nombre croissant d'étudiants avancés et de professionnels expérimentés partis à l'étranger pour préparer des doctorats dans des domaines spécialisés de la science et de la technologie, et désireux de faire carrière dans la recherche ou de créer des entreprises dans leur domaine de compétence. C'est le secteur des biotechnologies qui a suscité le plus de vocations.

Nous commençons tout juste à promouvoir et à organiser systématiquement les activités de recherche et de développement dans notre pays. Nous n'avons pas encore développé une véritable culture scientifique ; nos universités et instituts de recherche manquent encore de personnel, d'équipements et de programmes de travail susceptibles de répondre aux exigences du marché. On voit cependant émerger quelques pôles d'excellence, certes encore isolés.

Il faut dire que les caractéristiques de la République Dominicaine créent un environnement favorable à l'essor des biotechnologies. C'est une petite demi-île tropicale, mais qui, par la diversité de ses climats locaux et régionaux, s'apparente à un continent en modèle réduit. Elle dispose d'une grande variété de plantes et d'herbes endémiques pouvant faire l'objet d'applications pharmaceutiques, et elle produit toutes sortes de fruits

tropicaux, dont beaucoup donnent lieu à une exploitation économique. Fortement dépendante des combustibles fossiles importés pour sa production d'énergie, elle ne peut que s'intéresser au développement des agrocarburants.

Le caractère relativement limité du marché intérieur dominicain handicape les projets de recherche et développement à forte intensité de capital. C'est pourquoi le gouvernement a pris des initiatives pour les aider à voir le jour, notamment par la création, il y a trois ans, du Fonds national pour l'innovation et le développement scientifique et technologique (FONDOCYT) avec, comme priorités de financement des projets de recherche, les biotechnologies au service de l'alimentation et de l'agro-industrie, de la pharmacie et des énergies renouvelables. Deux premiers brevets sont en cours de dépôt au niveau international avec le soutien du ministère de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie (MEECyT). De son côté, l'Institut de l'innovation dans les biotechnologies et l'industrie (IIBI) facilite les transferts de technologies vers le secteur productif dominicain.

Des petites entreprises innovantes ont vu le jour. Parmi elles, Aybar Ecotechnologies, Nikay Bioproceso, Ecotech Group et Vitrolab qui visent non seulement le marché intérieur, mais aussi les marchés internationaux sur lesquels certaines d'entre elles sont déjà présentes. Mais elles restent financièrement fragiles et recherchent activement des partenaires étrangers pour des projets en phase intermédiaire ou finale de développement. Une véritable mine d'or pour des investisseurs. ✱

## La voie du dialogue national

Par Carlos Dore, sociologue,  
ministre d'Etat, responsable de l'information  
et de l'analyse stratégique  
à la présidence de la République (DIAPE).

**A** partir de 1980, s'est mise en place en République Dominicaine une nouvelle modalité de traitement des questions socio-économiques et politico-culturelles. C'est celle du dialogue. Au départ, ce dialogue n'avait cours que pour les conflits entre travailleurs et employeurs, les responsables politiques jouant alors le rôle d'intermédiaires et l'Eglise d'élément modérateur. L'exemple le plus emblématique fut le « dialogue tripartite » entre gouvernement, syndicats et patronat, qui déboucha sur un nouveau Code du travail.

Cette brèche inaugura une nouvelle étape de mode de résolution des conflits. Pour les Dominicains, ce fut une école de pratique du débat pour trouver des solutions aux innombrables problèmes de la vie quotidienne. Le politique y joua un rôle clé dans un pays qui, après la mort du dictateur Rafael Trujillo, fut gouverné pendant 22 ans par un caudillo – Joaquin Balaguer – et marqué par deux grandes figures d'opposition : Juan Bosch (au pouvoir pendant seulement sept mois) et José Francisco Pena Gomez qui n'accéda jamais à la magistrature suprême.

Après la disparition de ces trois grands dirigeants politiques, le dialogue fut utilisé à fond pour pratiquement tous les aspects de cette période de transition, parmi lesquels l'interdiction de la réélection du président au terme de son mandat et la création du Conseil national de la magistrature.

En 1996, Leonel Fernandez fut élu président de la République. Il poursuivit le processus d'institutionnalisation avec le « Dialogue national ». De novembre 1997 à mars 1998 fut organisé un grand débat sur toutes les questions posées au pays. Tous les Dominicains eurent le droit d'y participer.

Après l'arrivée au pouvoir du candidat du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), Hipolito Mejia (2000-2004), furent balayés tous les vestiges de ce dialogue. Il en fut seulement question quand le Président voulut modifier la Constitution afin de pouvoir être candidat à sa réélection.

Revenu au pouvoir en 2004, Leonel Fernandez mit en œuvre sa vieille idée d'une Constitution pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Il créa un mécanisme de consultation populaire ouvert à l'ensemble des citoyens et dans tout le pays. C'est à partir de cette légitimité et de cette légitimation que, le 26 janvier 2010, fut approuvée la nouvelle *Carta Magna* de la République.

Le plus récent dialogue national, « La République Dominicaine en 2030 », au cours duquel se discuta un plan de stratégie pour le développement, n'eut pas la même ampleur que ceux de 1997-1998 et 2008-2010, peut-être en raison de la nature des sujets traités. Mais les mécanismes existent pour vérifier son bon déroulement. \*

## *Malgré la crise, les premiers résultats sont là*

Par Laura Faxas, ambassadrice  
de la République Dominicaine en France.

**L**e regard porté sur un pays ne prend pas toujours en compte la signification et la complexité de ses dynamiques internes. En ce sens, les chercheurs disposent d'un grand avantage par rapport aux journalistes car ils peuvent prendre le temps du recul et de la mise en contexte, alors que la presse est soumise aux contraintes de l'immédiat et de ce qui sort de l'ordinaire. Cette règle est particulièrement vraie pour les petits Etats : dans une actualité mondiale faite de bouleversements de grande ampleur, la presse s'intéresse rarement à eux, sauf quand ils connaissent des crises graves ou subissent des catastrophes.

La République Dominicaine, avec ses quelque 10 millions d'habitants, ne fait pas exception. Les coups de projecteur sporadiques portés sur elle par les grands médias laissent trop souvent de côté ce que nous tenons pour l'essentiel, à savoir la consolidation de la démocratie, la stabilité institutionnelle, la croissance économique, l'importance accordée au développement régional, la place faite à la culture et à l'innovation technologique dans les politiques publiques, les mesures en faveur de la protection de l'environnement, les progrès de la protection sociale, la lutte contre la corruption et le narcotrafic.

De même, en matière de politique extérieure, nous aimerions que soient mieux connus le renforcement de nos liens avec le reste de la Caraïbe (en premier lieu avec Haïti) et avec l'ensemble de l'Amérique latine, notre présence à l'OCDE et à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), ainsi que le rôle majeur du Président Leonel Fernandez sur la scène internationale et son engagement pour une réglementation des marchés financiers et pour le contrôle des prix des matières premières<sup>1</sup>. Ce à quoi il faut bien sûr ajouter, la densité croissante de nos relations avec la France depuis la visite officielle à Paris du Président Leonel Fernandez en décembre 2009, et la Déclaration politique qu'il a signée avec le Président Nicolas Sarkozy.

Venant d'un pays où la liberté de la presse est garantie, il serait mal venu de nous offusquer et de revendiquer un traitement médiatique de faveur. Mais, nous aimerons au moins que soient mises en évidence certaines informations importantes. Ainsi, pour prendre le sujet majeur du moment – la crise systémique de l'ordre économique mondial –, et alors que la quasi totalité des pays européens sont au bord de la récession, la République Dominicaine a connu en 2011 une croissance proche de 5 %. Ce qui a fait dire à M. Luis Alberto Moreno, président de la Banque interaméricaine de développement (BID), que la politique conduite par le Président Fernandez constituait un des meilleurs modèles de gestion de la crise globale.

Les investisseurs étrangers ne s'y trompent pas : pour la troisième année consécutive, leurs apports ont dépassé le seuil des 2 milliards de dollars. A partir de 2012, commencera l'exploitation de mines d'or dans lesquelles 3 milliards de dollars auront été investis. En 2011, la fréquentation touristique a été elle aussi en augmentation (+ 3,7 %), tout comme l'activité des secteurs agricole (+ 6,9 %), de l'éducation (+ 5,3 %) et de la santé (+5,3 %).

Est-ce à dire que la République Dominicaine ne connaît pas de difficultés ? Certainement pas. Il reste énormément à faire pour moderniser un réseau de distribution électrique défaillant, pour réformer la fiscalité en profondeur, pour démocratiser l'accès à l'éducation qui reste extrêmement inégalitaire, pour redistribuer la richesse produite en faveur des couches populaires, et pour éradiquer la corruption.

Pendant ses deux mandats, le Président Fernandez a pris à bras le corps ces carences structurelles qui affectent notre pays depuis des décennies. Mais des réformes de fond sont toujours difficiles à mener et se heurtent inévitablement à de fortes résistances. Pour autant, les premiers résultats sont là, gages de notre avenir, et reconnus comme tels par les observateurs. Ce qui nous paraît le plus important à garder à l'esprit, c'est que les conditions sont maintenant créées pour que, malgré la crise mondiale, la République Dominicaine connaisse des avancées rapides et significatives vers une société plus juste, plus efficace et plus innovante. ✱

---

– 1– L'Assemblée générale de l'Organisation des nations unies (ONU) a approuvé, le 22 décembre 2011, la résolution n° A/C.2/66/L.7 : « Spéculation excessive sur les marchés financiers internationaux et volatilité extrême des cours sur les marchés des produits alimentaires et les marchés connexes ». Cette résolution avait été proposée par la République Dominicaine avec le soutien du Groupe des 77 + Chine lors de la 66<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Organisation.

